



DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAL

En l'application des articles 160 et suivants de la Loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP) du 5 octobre 2021, la Municipalité porte à la connaissance des électeurs et électrices de la Commune, que le Conseil communal a pris les décisions suivantes lors de la séance du 6 décembre 2025.

Préavis municipal n° 5/2025 concernant la rémunération des membres de la Municipalité pour la législature 2026 - 2031

- L'indemnité fixe annuelle nette du Syndic est fixée à CHF 20'000.00.
- L'indemnité fixe annuelle nette des Municipaux est fixée à CHF 15'000.00.
- L'indemnité variable nette pour tous les membres de la Municipalité est fixée à CHF 50.00/heure.
- Le syndic reçoit un indemnité annuelle forfaitaire de CHF 300.00 pour l'utilisation de son téléphone privé.
- Chaque municipal reçoit une indemnité annuelle forfaitaire de CHF 200.00 pour l'utilisation de son téléphone privé.
- Le syndic et les municipaux reçoivent une indemnité annuelle forfaitaire de CHF 250.00 pour les trajets hors commune.

Accepté : 33

Avis contraires : 0

Abstentions : 0

Préavis municipal n° 6/2025 concernant le budget du compte de fonctionnement pour 2026

- d'adopter le budget du compte de fonctionnement pour 2026 tel que présenté

Accepté : 33

Avis contraires : 0

Abstentions : 0

Préavis municipal n° 7/2025 relatif à l'adhésion au « Réseau d'Accueil de Jour Coccinelle », en conformité avec la LAJE.

- D'autoriser la Municipalité à adhérer au « Réseau d'Accueil de Jour Coccinelle, sous la forme d'une Association intercommunale, au sens des articles 112 à 127 de la loi du 28 février 1956 sur les communes (LC).
- D'autoriser la Municipalité à quitter le Réseau AJEMA au 31 décembre 2026.
- D'adopter les statuts du Réseau d'Accueil de Jour Coccinelle
- De déléguer au Comité de direction du Réseau d'Accueil de Jour Coccinelle, l'autorisation et la surveillance de l'accueil familial de jour, en application

Accepté : 32

Avis contraires : 0

Abstentions : 1

Les demandes de référendum doivent être annoncées par écrit à la Municipalité, accompagnées d'un projet de liste de signatures, par cinq membres du corps électoral constituant le comité, dans les 10 jours qui suivent l'affichage prévu à l'article 162, alinéa 1, lettres a et c, ou la publication prévue à l'article 162, alinéa 1, lettre b.

Si la demande de référendum satisfait aux exigences, la Municipalité prendra formellement acte de son dépôt, autorisera la récolte des signatures, scellera la liste et informera le comité du nombre minimum de signatures requis : le titre et le texte de la demande de référendum seront affichés au pilier public (art. 163 al. 3 LEDP). Le délai de récolte des signatures sera de 30 jours dès l'affichage de l'autorisation de récolte des signatures prévu à l'art. 163 al. 3 LEDP (art. 164 al. 1 LEDP). Enfin, si le délai référendaire court durant les jours de Noël, de Nouvel An ou de Pâques, il sera prolongé de 5 jours. Si ce délai court pendant la période allant du 15 juillet au 15 août, il sera prolongé de 10 jours (art. 164 al.1 et art. 134 al.2 et 3 par analogie).